

Workshop « sécurité et développement : fragilités et résilience des populations face aux actions des groupes armés non conventionnels »

Bamako, 20 et 21 Février 2020



Une vue du présidium avec Thomas Schiller, directeur du Programme régional Sahel (au milieu), Yacouba Berthé, coordonnateur du programme régional Sahel (à droite) et le modérateur de la rencontre Cheickna Hamala Diarra, expert en communication

Après une première rencontre autour du thème « **Sécurité et développement : Fragilité et résilience de la société face aux actions des groupes armés** », l'atelier de Bamako est le deuxième des ateliers programmés sur la thématique de Sécurité et développement.

Il a regroupé une trentaine de participant : de la région de Mopti, des agents de développement à la base, des experts des questions de sécurité et de développement, des élus à la base, des représentants d'ONG et d'associations de la société civile ainsi que ceux d'organisations internationales et sous régionale.

L'Atelier a planché sur la crise sécuritaire dans ses répercussions sur les tensions intercommunautaires ; ses effets pervers sur l'agriculture, l'élevage et la pêche, activités traditionnelles des villageois qui sont aujourd'hui désarticulées. Ainsi le vol de bétail, les incendies de récoltes, la raréfaction des terres cultivables et les conflits fonciers ont rajouté à la complexité des conflits intercommunautaires. La recrudescence des attaques terroristes a réduit considérablement les activités agricole, pastorale et piscicole.

Les thématiques abordées recouvrent le ressenti des populations après les vagues d'attaques meurtrières des groupes armés, la perception du corps social et les conséquences dramatiques sur leur mode de vie au travers des déplacements forcés de dizaines de milliers d'habitants, la constitution de groupes d'autodéfense ; les réponses de l'Etat face à la poussée terroriste ; la perception par les populations de la présence et l'action des forces étrangères dans les zones de conflit et leur inertie. La même incompréhension de la population s'est exprimée vis-à-vis des forces de défense et de sécurité qui se sont fait surprendre à maintes reprises dans leurs propres camps.

Comment les communautés villageoises tentent de s'organiser pour faire face à la déferlante terroriste et construire des schémas de résilience, notamment autour du rejet des idéologies véhiculées par les partisans de l'extrémisme violent et la dénonciation de ceux-ci ? Outre les débats intenses menés autour de ces thématiques, l'Atelier a relevé que le facteur religieux n'est pas déterminant dans l'engagement de certaines couches de la population dans les mouvements terroristes, qu'il faut rechercher la cause profonde dans leur volonté de se protéger, de protéger leur famille, leur communauté ou leur activité économique.

L'Atelier a noté les ressentiments et frustrations des populations vis avis des forces étrangères dont les manquements dans la mission de protection des populations civiles ont été observés. De même que l'inadaptation des réponses sécuritaires. Si bien qu'il est apparu au cours des débats que les groupes terroristes étaient mieux structurés que les États. Des rivalités anciennes entre groupes ethniques rivaux ont refait surface ravivées par les groupes armés qui ont joué les uns contre les autres. La recrudescence des enlèvements de civils contre demande de rançon a révélé l'existence d'une chaîne de complicités parmi la population. L'Atelier a conclu à l'impérieuse nécessité de briser cette collaboration mafieuse avec les forces du mal en initiant des politiques de création d'emplois.